

histoire
politique
société

le débat

Mémoires comparées

Les lieux

Girolamo Arnaldi, Stefan Collini, Willem Frijhoff, Michael Werner

La commémoration

Étienne François, Thierry Gasnier, Denis Lacorne, Philippe Raynaud, Laurent Theis, Bernard Vincent

Le patrimoine

Christian Dupavillon, Andrea Emiliani, Robert Hewison, Jean-Michel Leniaud, Daniel Thérond, Andreas Johannes Wiesand

Pierre Nora : La loi de la mémoire

numéro **78** janvier - février 1994

Gallimard

Extrait de la publication

3 *Pierre Nora* : Mémoires comparées.

LES LIEUX

- 5 *Stefan Collini* : À la recherche de l'Angleterre perdue.
20 *Willem Frijhoff* : Dieu et Orange, l'eau et les digues. La mémoire de la nation néerlandaise avant l'État.
31 *Girolamo Arnaldi* : Unité et divisions italiennes.
42 *Michael Werner* : *La Germanie* de Tacite et l'originalité allemande.
-

LA COMMÉMORATION

- 62 *Étienne François* : Nation retrouvée, « nation à contrecœur ». L'Allemagne des commémorations.
71 *Denis Lacorne* : Des Pères fondateurs à l'Holocauste. Deux siècles de commémorations américaines.
82 *Bernard Vincent* : L'Espagne et les commémorations de 1492.
89 *Thierry Gasnier* : La France commémorante. Les célébrations nationales (1986-1993).
99 *Laurent Theis* : Le temps et le Roi. Sur la commémoration du millénaire capétien.
104 *Philippe Raynaud* : La commémoration : illusion ou artifice ?
-

LE PATRIMOINE

- 116 *Andrea Emiliani* : Entre misère et modernité. Les musées italiens.
130 *Robert Hewison* : Retour à l'héritage ou la gestion du passé à l'anglaise.
140 *Andreas Johannes Wiesand* : Allemagne : héritage culturel et symbolique de l'État.
155 *Daniel Thérond* : Grande Europe : les gageures du patrimoine.
168 *Jean-Michel Leniaud* : La mauvaise conscience patrimoniale.
179 Le patrimoine : comment ? Pourquoi ? Entretien avec *Christian Dupavillon*.
-

187 *Pierre Nora* : La loi de la mémoire.

LE DÉBAT DU DÉBAT

192 *Laurent Cohen-Tanugi, Maria Ruegg*.

MÉMOIRES COMPARÉES

On n'apprendra rien aux lecteurs du Débat en leur rappelant que le directeur de la revue se trouve être aussi l'éditeur des Lieux de mémoire, sept volumes dont les trois derniers, Les France, ont paru chez Gallimard au début de l'année 1993. Cette double identité explique l'intention de ce numéro, conforme aux intérêts permanents de la revue pour le monde extérieur et dans le droit fil de l'entreprise des Lieux de mémoires : élargir à d'autres pays leur problématique, inspirée par le constat d'un changement général et profond du rapport traditionnel des nations à leur propre passé ; poursuivre la réflexion sur la mémoire nationale, mais dans une perspective résolument comparative, et selon les axes principaux où se déchiffrait naturellement la mémoire française : les lieux de sa focalisation, l'obsession commémorative, la généralisation de la notion de patrimoine.

L'expérience mériterait d'être étendue à des contextes nationaux radicalement différents du nôtre, où la mémoire elle-même occupe une place majeure : la Russie de l'après-communisme, l'Afrique de la décolonisation, l'Israël du renouement historique. La simple évocation de ces cas, où la mémoire joue un rôle actif et puissant, tantôt moteur et tantôt destructeur, suffirait à montrer qu'avec la promotion de la mémoire au centre des préoccupations des historiens on n'est pas dans les jeux futiles et académiques de l'esprit, dans une recherche complaisante et désincarnée, mais au cœur le plus dynamique et saignant de l'histoire contemporaine.

Pour l'heure, nous nous sommes concentrés sur des exemples proches et à certains égards comparables, ceux des pays voisins qui ont une histoire commune et rendent la comparaison directe et familière. Nous nous sommes adressés à des historiens dont nous savions l'intérêt pour la problématique des Lieux de mémoire, en leur demandant, non pas tant de traiter le sujet pour leur propre pays, mais de rendre sensible le lecteur, à l'aide de quelques exemples, à la manière dont ailleurs et pour eux le problème se pose d'une définition des lieux, de la commémoration du passé, d'une conscience de l'héritage.

Pierre Nora

Stefan Collini

À la recherche de l'Angleterre perdue

« Les Anglais ont la tradition, nous avons la mémoire¹. »

Il semblerait, au premier abord, que la Grande-Bretagne soit le pays où il devrait être particulièrement facile d'établir un inventaire de « lieux de mémoire » susceptible de rivaliser en richesse et en importance avec les sept volumes français. Il est évident que, dans toute société complexe et établie depuis longtemps, on pourrait trouver une certaine quantité de matériaux comparables, mais la lecture des livres français montre clairement qu'il faut une conjonction d'éléments rarement réunis dans l'histoire pour que le paysage culturel se trouve à ce point rempli de rappels d'actions passées encore significatives aujourd'hui. Première condition : il faut une stabilité territoriale et une continuité politique exceptionnelles ; deuxième condition : la longue pratique d'une conscience collective préoccupée par la portée mondiale de l'histoire du pays ; troisième, enfin : la survivance d'archives remarquablement détaillées et complètes et remontant loin dans le temps. En l'absence de ces conditions préalables, l'existence de certains monuments et symboles hérités de périodes antérieures dans une région géographique donnée peut, certes, avoir un intérêt en tant qu'antiquité ou présenter un attrait touristique, mais elle ne saurait engendrer cette force d'entraînement, cet entrelacs d'associations et de résonances propres à un authentique « lieu de mémoire ».

Au cours du XX^e siècle, la France et l'Angleterre ont fait une expérience en tout point comparable : celle d'un déclin qui les a amenées au rang de puissances de second ordre, au mieux. Dans les deux pays, le récit de ce qui fut jadis considéré avec confiance comme « l'histoire de la nation » s'est trouvé affecté par des facteurs similaires : la perte de l'Empire, l'illusion persistante d'un rôle indépendant dans le monde, des problèmes économiques et sociaux insolubles, le choc de l'immigration, etc. L'un comme l'autre pays se retrouve membre mal à l'aise d'une Europe plus grande (la Grande-Bretagne moins à l'aise encore que la France, c'est certain), sans mission historique

1. « L'ère de la commémoration », *Les Lieux de mémoire*, III, *Les France*, vol. 3, p. 985.

Stefan Collini enseigne la littérature à Cambridge. Il est notamment l'auteur de *Liberalism and Sociology : L. T. Hobhouse and Political Argument in England, 1880-1914* (Cambridge U.P., 1983) et de *Public Moralists : Political Thought and Intellectual Life in Britain, 1850-1930* (Oxford U.P., 1991).

propre, réduit à investir la fierté nationale dans les chiffres du commerce, les records sportifs et le *marketing* de « l'héritage ». À ce niveau d'analyse, ces deux sociétés, dont on mettait sans cesse en opposition les caractères, pourraient bien, à la fin du xx^e siècle, avoir des ressemblances plus importantes que leurs différences.

Toutefois, même si les conditions actuelles ont produit une obsession analogue, celle des « célébrations » et du « patrimoine » qui est discutée par ailleurs dans ce numéro, peut-être pourrait-on dégager des contrastes instructifs si l'on s'en tenait à la seule notion de « lieu de mémoire ». Je dirai que le fonctionnement de la « mémoire » au sens de Nora nécessite que quelque chose dans le présent maintienne vivante une chose du passé ou lui confère une signification autre que sa simple appartenance à celui-ci. Quand une chose est devenue un simple objet de nostalgie ou se trouve timidement chérie comme élément de « l'héritage », elle cesse de fonctionner comme « lieu de mémoire » actif. Ainsi les divisions politiques dans l'histoire de France ont-elles fait plus que tout autre facteur pour maintenir ces « lieux » en vie. Les grandes divisions structurantes entre royalistes et républicains, entre gauche et droite, etc., sont à ce point fondamentales dans la culture française moderne que peu de choses peuvent être neutres ou indifférentes ; depuis maintenant deux siècles, les places de villages ont deux noms, de même qu'il existe deux histoires de la Révolution française.

C'est pour toutes ces raisons qu'inévitablement la Troisième République occupe une place si importante dans les livres de Nora (et peut-être aussi dans ses affections, oserons-nous le supposer ?) : il est rare qu'un État moderne ait vu une tentative aussi soutenue et généralisée d'utiliser la « mémoire » comme instrument principal pour façonner son citoyen idéal. Mais la conception même des ouvrages *Les Lieux de mémoire* montre que l'oiseau de Minerve suit son vol habituel : c'est uniquement parce que la vitalité qui s'alimente de conflits s'est, pour un temps, retirée de ces divisions et soustraite à leur action dans la vie publique française qu'il a été possible d'envisager même la production de ces livres.

L'histoire de la Grande-Bretagne, au moins depuis la fin du xvii^e siècle, est marquée par une continuité et un accord apparents beaucoup plus grands (le fossé entre apparence et réalité est ce qui entretient l'activité des historiens). D'où le *mot* de Nora : « Les Anglais ont la tradition, nous avons la mémoire. » La tradition, dans ce sens, est ce dans quoi on vit, et non quelque chose qu'on retrouve : elle suppose un contact intime et ininterrompu avec le passé, mais avec une adaptation constante, vitale pour sa perpétuation, et qui requiert un élément d'amnésie. L'essence de la tradition est de conférer la légitimation de la continuité à ce qui, en pratique, est toujours en train de changer ; l'essence de la mémoire, c'est de demander un effort de la volonté pour retrouver et rétablir une source de signification dont on se rend compte qu'elle est en danger d'être oubliée. Dans cette mesure, la mémoire présuppose la discontinuité, même si elle tente d'établir une persistance dans le temps. Mais les souvenirs du passé, une fois reconquis, doivent posséder une force d'animation dans le présent : un inventaire des lieux de mémoire est donc, inévitablement, une exploration des besoins, des disputes et des imaginaires du présent.

Si ce contraste semble trop aigu dans sa présentation, peut-être est-il possible d'explorer les différences en cause d'une manière plus subtile en étudiant dans quelle mesure les motivations sont explicites. Dans la notion de tradition pure (historiquement rare), l'action est guidée par des précédents et point n'est besoin de défendre cette démarche par un principe. Ce qui risque de mettre fin à une tradition vivante, c'est la montée d'une conscience de soi embarrassée : quand nous voyons une communauté agir en se référant explicitement à l'obligation de conserver et d'élargir la tradi-

tion (au lieu d'adapter avec succès des pratiques anciennes à des circonstances nouvelles), nous commençons à observer le caractère réfléchi, typique de la mémoire. Ce qui reste implicite favorise la souplesse : si l'élément significatif du passé est trop nettement gravé, les pratiques qui s'ensuivent deviennent rigides et fragiles, cessent d'être adaptables et sont, par conséquent, à moitié oubliées. En gros, on pourrait dire que le comportement du Parlement britannique durant les siècles qui ont suivi l'accord politique et religieux de 1689 relève de la « tradition » ; et que la manière dont les deux communautés de l'Ulster ont réagi aux événements de 1689-1690, depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui, sont plutôt un exemple de la force et des dangers de la « mémoire ».

Inversement, on pourrait dire que l'euthanasie d'un lieu de mémoire est provoquée par le déclin d'une conscience de soi embarrassée, en ce sens que les faits et gestes d'aujourd'hui n'apparaissent plus comme chargés par l'héritage de *tel* ou *tel* sens et qu'il n'est donc plus nécessaire d'étaler de façon aussi insistante sa paternité et ses affiliations. Une société entièrement harmonieuse, confiante en elle-même et regardant vers l'avenir n'aurait rien à faire de « lieux de mémoire » : le rôle principal des reliques du passé serait alors de servir d'étalon à la mesure des progrès réalisés. Donc, pour qu'une riche collection de « lieux de mémoire » réels opère à pleine puissance, une société a besoin en plus des conditions ci-dessus mentionnées, d'une combinaison de discordes prolongées et même répétitives et de réflexions inlassablement explicitées – combinaison présente en France de manière frappante depuis les deux siècles qui suivent la Révolution, mais moins visiblement caractéristique de l'histoire britannique de la même période.

Toutefois, s'il se peut que l'histoire britannique ne se soit pas structurée à l'époque moderne autour des mêmes formes de clivages explicites et persistants, on trouve néanmoins un considérable élément de mythe dans l'idée d'une tradition souple sagement adaptée pour renouveler constamment un consensus national fondamental. Au cours du xx^e siècle, en effet, cette idée de tradition – cœur de ce qu'on a appelé « l'interprétation whig de l'histoire anglaise » – est elle-même devenue une ressource idéologique, à laquelle on a fait appel au besoin pour masquer certains conflits profonds et non réglés lorsqu'ils apparaissent par trop. De même que, au cours des dernières années, les polarités familières de la vie politique française ont commencé à perdre de leur force, de même, évoluant en sens inverse, la nature prétendument consensuelle et progressive de la vie politique anglaise a laissé la place à des conflits plus ouverts, plus idéologiques. Pour réadapter le mot de Nora, on pourrait dire plutôt que « les Anglais ont la mémoire de la tradition, nous avons la tradition de la mémoire ».

Nulle part, en effet, la fiction d'une identité continue, inchangée, n'est plus criante que dans le nom même de l'entité qui, suppose-t-on, a perduré et triomphé au travers des siècles. On la trouve illustrée de manière amusante dans la lettre du rédacteur en chef de cette revue m'invitant à participer à ce numéro : je suppose que l'auteur n'avait pas l'intention de faire une différence significative en parlant de « l'Angleterre » dans deux phrases décrivant l'article souhaité, alors qu'à d'autres endroits il se référait à la « Grande-Bretagne ». Historiquement « Angleterre » était le nom d'un royaume qui, au cours du Moyen Âge, en vint à dominer un peuple sujet au pays de Galles ; en 1603, l'accession au trône d'Angleterre de Jacques VI d'Écosse donna aux deux royaumes la même couronne. Au milieu du xvii^e siècle le protectorat de Cromwell a montré qu'il pouvait rivaliser avec la monarchie élisabéthaine dans la violence avec laquelle il essaya de subjuguier et d'absorber l'île d'Irlande, voisine. En 1707, l'Acte d'union assujettit l'Angleterre et l'Écosse au même Parlement, et, en 1800, un autre acte imposa à l'Irlande le gouvernement de Westminster. Entre-temps, le trône de

ce royaume en expansion a été occupé par quelques personnages très peu anglais : la glorieuse révolution de 1689 vit un Batave, Georges d'Orange, installé sur le trône, lequel en 1714 fut occupé par un prince allemand, Guillaume de Hanovre, qui ne parlait même pas l'anglais. L'État qui finit par conquérir, ou simplement dominer, environ un quart de la surface du globe changea plus d'une fois de titre et de caractère, mais quand, en 1922, après une guerre civile sanglante, l'Eire eut droit à son indépendance, le titre exact de l'État dont j'ai le passeport devint : « Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord » (je suis donc désigné comme citoyen britannique, bien que, en termes juridiques stricts, je ne sois pas un citoyen mais un « sujet » de la Reine).

Il est évident que l'« Angleterre » a toujours été l'élément dominant de ces diverses politiques, mais il est intéressant de se demander dans quelle mesure une série de volumes comparables à ceux de Nora devrait se restreindre à l'« Angleterre » plutôt qu'à la « Grande-Bretagne » (ou au « Royaume-Uni », ou aux « îles Britanniques » ou à l'un des autres titres utilisés à des fins diverses). Il est certain, comme je le soulignerai ci-dessous, qu'un des tours de passe-passe de l'histoire britannique moderne est d'essayer de faire passer la « culture anglaise » pour une possession commune à tous les habitants des îles Britanniques.

Plutôt que de me lancer dans cette question épineuse et embrouillée, j'essayerai, autant que possible, de me restreindre dans la suite de cet article à la seule Angleterre, même si je me rends compte que beaucoup de lecteurs étendront inconsciemment ce que je dirai à l'entité plus grande et plus hétérogène dont l'Angleterre est la partie dominante, comme cela s'est souvent passé dans l'histoire britannique.

Le jeu de société consistant à sélectionner des symboles de la mémoire nationale en Angleterre et à les opposer à leurs équivalents français est interminable. Imaginez, par exemple, quelques têtes de chapitre dans la section des volumes comparables qui correspondraient aux « Singularités » de Nora : jardinage, cricket, pubs, *roast beef*, *fair play*, etc. Mais il s'agit là d'oppositions faciles, de lieux communs du boniment des guides de tourisme. Il peut être plus intéressant et révélateur d'examiner en détail un sujet qui est sans aucun doute au cœur de l'opération « mémoire » dans le cas de la France et où la comparaison avec l'Angleterre serait, à l'avenant, étroite et révélatrice : à savoir situer l'émotion nationaliste dans la primauté de la littérature nationale, réputée sans rivale. Cela nous ramènerait à la fin du XIX^e siècle, cette grande période de consolidation délibérée de l'identité culturelle nationale de tant d'États européens. Mais notre voyage, comme toute tentative pour dévoiler le travail de la « mémoire » au sens de Nora, doit commencer par le présent.

Le caveau de famille de la nation

Le 25 mars 1993, à 5 heures de l'après-midi, dans une église de Londres, un groupe de personnes distinguées écoutait la lecture d'un court passage extrait d'un roman. Le lecteur ayant terminé s'avança et dévoila un monument à la mémoire de l'auteur dudit roman.

Que se passait-il dans cette scène ? L'église n'était pas une église ordinaire : cette petite cérémonie prenait place dans le transept sud de l'abbaye de Westminster, à l'endroit connu comme le « Coin des poètes ». Le lecteur non plus n'était pas un homme ordinaire : il s'appelait John Major, c'était le Premier ministre britannique. S'agissait-il donc de la reconnaissance officielle par l'État des mérites d'un écrivain et intellectuel mort récemment et qui avait embelli la vie publique de son

pays ? Oui et non, et cette réunion du positif et du négatif éclaire quelques thèmes intéressants du fonctionnement de la mémoire nationale anglaise aujourd'hui.

L'auteur commémoré au cours de cette cérémonie est Anthony Trollope. Il n'est pas mort en 1993, mais en 1882. À sa mort on l'ensevelit au cimetière de Kensal Green, au nord de Londres ; il reposait ainsi dans un endroit sans distinction particulière. C'était un auteur très prolifique de romans extrêmement populaires : il en a publié quarante-sept. Ses romans avaient eu de nombreux admirateurs, mais après sa mort, les critiques dans leur ensemble ne les avaient pas rangés dans les classiques impérissables de la littérature anglaise. Trollope avait aussi rédigé une autobiographie candide. Il y révélait non seulement le mode de production industriel qui lui permettait d'être si prolifique alors que l'essentiel de son temps était pris par ses occupations professionnelles (réveil sur son bureau, nombre de mots à sortir par quart d'heure et ainsi de suite), mais aussi l'importance du temps passé à se préoccuper de ses tractations avec des éditeurs et à en enregistrer les détails financiers. Il y comptabilisait les revenus de ses romans les plus importants jusqu'au dernier *penny* ; il soulignait le côté affairiste de ses méthodes. On aurait pu sous-titrer son autobiographie : « Portrait de l'artiste en homme d'affaires calculateur ». Ce n'était pas là la conception de l'artiste chère au public de la fin de l'ère victorienne et sa réputation en a grandement souffert lorsque son autobiographie fut publiée quelques mois après sa mort. Que ce soit pour cette raison ou pour une autre, aucun monument ne fut élevé à sa mémoire, à l'époque.

Jamais ses admirateurs ni ses critiques n'ont qualifié Trollope d'« intellectuel ». Pendant quelques années, il dirigea une revue mineure et il se présenta un jour, sans succès, aux élections pour le Parlement. Mais il étalait un mépris bourru pour l'intrusion d'idées abstraites dans les pratiques quotidiennes (ce qui est parfois considéré comme la quintessence de l'attitude anglaise). On ne peut pas dire non plus qu'il ait été un fleuron de la vie, publique. Il a passé la plus grande partie de sa carrière comme fonctionnaire des postes, et sa plus grande prétention à la gloire est d'avoir inventé la boîte aux lettres sur pilier, précurseur des boîtes aux lettres rouges qui ornent toujours les villes et les villages d'Angleterre. Mais ce n'est sûrement pas pour ce témoignage d'un esprit d'invention typiquement victorien, ni pour la réorganisation de la distribution du courrier dans le district d'Essex, qu'une pareille pléiade de personnalités distinguées, tant politiques que littéraires, ont évoqué son souvenir récemment.

Et, pourtant, même si la petite cérémonie à la mémoire de Trollope s'est déroulée avec un retard de cent onze ans, on peut toujours se demander si elle témoigne d'une reconnaissance officielle de la part de l'État britannique. En un sens évidemment, non, mais dans un autre sens, plus surprenant, il y a un peu de cela. Tout d'abord, il est tout à fait caractéristique des traditions britanniques d'autonomie des institutions locales que la décision d'enterrer ou d'immortaliser quelqu'un dans l'abbaye de Westminster ne dépende pas du gouvernement ou du chef de l'État ; elle dépend du chapitre et du doyen de l'abbaye. Comme l'abbaye a été pendant longtemps l'équivalent le plus proche d'un panthéon national, y enterrer un certain nombre de personnages publics éminents est devenu presque automatique. Mais, formellement, la décision est du ressort du doyen, même si le gouvernement exerce une pression discrète, et il y a un certain nombre de cas, bien établis, où la requête de la famille ou des admirateurs d'un écrivain s'est heurtée à un refus.

Voilà qui devrait nous conduire à examiner de plus près l'histoire et le statut du Coin des poètes. Quand fut-il instauré ? Est-il réservé strictement aux poètes ou même aux écrivains ? Tous les « Poètes

lauréats² » y sont-ils enterrés ? On ne peut fournir à ces questions simples que des réponses obscures ou négatives³. C'est, une fois encore, l'illustration d'un trait souvent noté des traditions anglaises : ses institutions semblent avoir poussé presque par accident, et leur perpétuation a reposé, jusqu'à il y a peu, sur les initiatives de groupes et de personnes privées. Il est exact que Geoffrey Chaucer, le « père de la poésie anglaise », est enterré à Westminster, et on pourrait en conclure que ce sol était déjà consacré à la mémoire des littérateurs à la fin du XIV^e siècle (Chaucer est mort en 1400). En fait, la raison pour laquelle Chaucer y a été enseveli n'a rien à voir avec l'idée de consacrer un coin aux poètes : Chaucer a été enterré dans l'abbaye parce qu'il avait été conducteur des travaux du roi et qu'il vivait à Westminster. Le monument actuel fut érigé beaucoup plus tard, en 1556. L'habitude de commémorer les poètes en cet endroit a probablement commencé à la mort d'Edmond Spencer en 1599 ; on prit la décision d'y enterrer auprès de Chaucer celui que les poètes anglais considéraient comme leur prince. Dans les quelques décennies qui suivirent, d'autres vinrent le rejoindre, pas tous très connus aujourd'hui, dont Jonson et Beaumont. Shakespeare, mort en 1616, fut enterré à Stratford-upon-Avon et on ne lui a érigé de monument dans l'abbaye qu'au milieu du XVIII^e siècle. Pourtant, à partir du début du XVII^e siècle, on commença à voir dans les statues et les pierres commémoratives qui s'entassaient de plus en plus dans cette partie de l'abbaye l'expression physique d'une tradition poétique exemplaire par sa richesse et sa diversité.

Le processus par lequel un écrivain recevait cette marque d'approbation restait néanmoins informel et quelque peu fortuit. Tout d'abord, l'initiative provenait presque toujours de personnes privées – de la famille, d'amis, ou, le plus souvent, d'admirateurs tardifs –, non de sources officielles. De ce fait, associée à la plus grande continuité apparente de l'histoire politique anglaise, résulte une autre opposition intéressante avec le Panthéon français (et, en réalité, avec beaucoup des formes de consécration sous les auspices de l'État que l'on trouve dans d'autres pays) : la décision d'honorer un écrivain d'une tendance politique ou religieuse donnée n'exige pas l'élimination de ceux qui ont été admis précédemment avec des allégeances opposées ; il n'y a pas eu à l'abbaye de Westminster l'équivalent des scènes de vaudeville que Mona Ozouf décrit pour le Panthéon dans le premier des volumes de Nora, où les restes du valeureux discrédité sont expédiés en hâte par la porte de derrière, quand le cercueil du « grand homme » du jour arrive, porté solennellement, par le grand escalier. Ce contraste révèle une conception différente de la relation entre reconnaissance culturelle et régime politique.

Une autre différence significative provient de ce que l'Angleterre possède une Église officielle : l'enterrement dans l'abbaye doit-il être réservé aux membres de confession anglicane ou la fonction « nationale » de l'Église exige-t-elle que les catholiques, les juifs ou les incroyants éminents aient aussi droit à leur coin ? Comme souvent dans les attitudes anglaises, il est difficile de séparer les questions d'orthodoxie religieuse des questions d'orthodoxie morale : un peu de laxisme en théologie est généralement bien mieux toléré que le moindre laxisme dans le comportement sexuel. Il est rare que des opinions politiques fâcheuses aient entraîné une exclusion permanente, encore qu'il soit toujours difficile de savoir si, dans tel ou tel cas, le problème n'a pas été résolu par un mot « susurré » dans la bonne oreille. Les acceptations peuvent aujourd'hui paraître aussi surprenantes que les exclusions.

2. Titre officiel accordé par le souverain à un poète qui en a l'exclusivité sa vie durant. (*N.d.T.*)

3. Il n'existe pas d'étude sérieuse de l'histoire du Coin des poètes. Pour ce qui suit, je me suis appuyé sur le guide officiel de l'abbaye de Westminster et sur le livre de William Kent, *London for the Literary Pilgrim* (Londres, 1949).

Stefan Collini
À la recherche
de l'Angleterre

Au XVII^e et au XVIII^e siècle, quelques lumières poétiques mineures (tel Michael Drayton et William Davenant) y ont trouvé place, bien qu'ils ne soient pas inclus dans les canons modernes de la littérature anglaise. Au XIX^e siècle, il fallait tout de même un minimum de reconnaissance d'une position éminente, même si, dans certains cas, l'insuffisance en littérature semble avoir été compensée par l'espèce de respectabilité et de *standing* social qui importaient tant à l'époque (mais qui n'ont pas toujours été les attributs de la plupart des poètes doués). Ainsi John Keble (1792-1866), beaucoup plus connu aujourd'hui comme l'un des fondateurs du mouvement d'Oxford en théologie que pour son seul volume de poèmes pieux, est là ; mais John Keats (1795-1821), considéré généralement comme l'un des plus grands poètes romantiques anglais, n'y est pas.

Les critères qui ont joué selon les périodes sont manifestes dans les cas de Milton, de Byron et de Meredith. Toute sa vie, Milton fut un républicain et un radical⁴ notoire, détesté par la hiérarchie anglicane tory. À sa mort, en 1674, il était déjà reconnu comme le plus éminent poète de son temps, mais il ne pouvait être question de l'enterrer dans l'abbaye. (Il a été enterré dans une église de la City de Londres, auprès de son père.) La persistance de l'hostilité envers Milton se montre encore dans le fait que voici : en 1706, quand mourut John Phillipps, écrivain peu connu, le doyen de Westminster refusa la permission de placer une épitaphe dans l'abbaye, parce qu'elle contenait une allusion à Milton (en revanche, le successeur de ce doyen admirait Milton et, en 1714, il se laissa fléchir). Au milieu du XVIII^e siècle, la passion partisane avait suffisamment diminué pour que, en 1737, un mémorial à Milton lui-même fût érigé dans le Coin des poètes. Mais cela ne se fit quand même pas sans susciter des commentaires acerbes : « J'ai vu ériger dans cette église le buste d'un homme dont je sais que d'y écrire son nom fut autrefois ressenti comme s'il salissait les murs⁵. » Quand Byron mourut en 1824, à l'apogée d'une réputation européenne que peu d'autres auteurs anglais ont atteint, il n'était tout simplement pas question de lui accorder une place dans l'abbaye. Ses aventures sexuelles scandaleuses étaient suffisantes à elles seules pour l'exclure de toute reconnaissance ecclésiastique, et il est remarquable qu'il n'ait toujours pas été commémoré dans l'abbaye. On dit qu'à la mort de George Meredith en 1909 le prince de Galles, le futur Édouard VII, fut parmi ceux qui demandèrent son enterrement dans l'abbaye. Mais le doyen (Armitage Robinson) refusa : « Le doyen justifia sa décision au motif qu'il y avait peu de place dans l'abbaye et qu'à son opinion la renommée de Meredith ne durerait pas et qu'il ne serait plus lu d'ici cent ans⁶. » Comme on le voit, l'entrée dans le Walhalla national pouvait, en dernier ressort, dépendre du jugement littéraire d'un homme d'Église de rang élevé. Les doyens successifs de Westminster ont reçu au nom de la postérité le fardeau de dépister les talents littéraires.

L'enterrement ou la commémoration des écrivains importants dans l'abbaye de Westminster n'a donc été ni officielle ni automatique. Mais ce privilège n'en a pas moins été reconnu comme une forme de consécration nationale. À la fin du XIX^e siècle, la cérémonie toujours plus raffinée prit de plus en plus l'apparence de l'expression d'une fierté patriotique englobant délibérément tous les partis. À sa mort en 1892, Tennyson était « Poète lauréat » depuis quarante-deux ans. Ses funérailles fournirent l'occasion d'une de ces orgies d'autosatisfaction nationale à laquelle excellaient les victoriens de la dernière période. Ils étaient douze à tenir les cordons du poêle parmi lesquels deux

4. *Radical* a gardé en anglais un sens voisin d'extrémiste, de révolutionnaire, qu'il a perdu en français moderne. (*N.d.T.*)

5. Phrase citée par W. Kent (*op. cit.*, p. 144) et attribuée à Gregory, un ami du Dr Johnson.

6. W. Kent, *op. cit.*, p. 140.

Premiers ministres, des représentants d'Oxford, de Cambridge et des États-Unis, des personnages politiques ou littéraires éminents (dans la nef les hommes de la Brigade légère de Balaklava faisaient une haie d'honneur). Ces obsèques d'État (car c'en était, au nom près) furent le contrepoint d'autres célébrations de l'héritage culturel national qui ont marqué ces années, au nombre desquelles il faut compter la compilation du *Dictionary of National Biography*, de l'*Oxford English Dictionary*, etc.

On ressentait alors la nécessité de mettre en scène de tels événements et on en trouve une démonstration frappante dans le cas de Thomas Hardy qui mourut en 1928 à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Il avait clairement fait savoir qu'il ne souhaitait pas être enterré dans l'abbaye. Mais des amis influents, convaincus du statut national de l'écrivain, passèrent outre à l'opposition de sa veuve affligée⁷. À la suite d'un compromis macabre, son cœur fut enterré à Stinsford dans son Dorset natal (endroit qu'il avait immortalisé sous le nom de « Melstock » dans ses romans du Wessex), le reste de son corps fut incinéré et les cendres ensevelies en grande pompe dans l'abbaye de Westminster. Le caractère « national » de la cérémonie était souligné par le fait que le Premier ministre, Stanley Baldwin, et le chef du parti travailliste, Ramsey MacDonald, marchaient en tête tenant les cordons du poêle, suivis par des représentants d'Oxford et de Cambridge et des personnages les plus importants de la littérature de l'époque, à commencer par George Bernard Shaw, Rudyard Kipling et John Galsworthy. (C'est une des ironies les plus bizarres de cette histoire que les organisateurs aient trouvé à propos de faire porter en terre l'auteur de *Jude l'obscur* par des personnages typiques de Christminster⁸, tels que le *Master* de Magdalene College (Cambridge) et le *Provost* de Queen's College (Oxford). Tout le monde connaissait l'agnosticisme de Hardy, mais les rituels établis exigeaient la liturgie et les hymnes anglicans, et c'est ainsi que l'auteur du poème sceptique *God's Funeral* fut mené à sa dernière demeure au son du cantique : « *Thou will keep in perfect peace whose mind is stayed on Thee* » (Tu donneras le plein repos à celui dont l'esprit s'est remis à Toi). Les *managers* de l'identité nationale étaient décidés à mettre le sceau définitif d'approbation sur l'une des gloires de cette tradition sélective qu'on nomme « littérature anglaise ». L'intéressé n'était pas en mesure de protester.

Au xx^e siècle, les conditions d'admission sont devenues plus strictes : T. S. Eliot et W. H. Auden sont les seuls écrivains à avoir eu cet honneur depuis 1945. Comment faut-il donc interpréter le fait qu'un Premier ministre ait été de ceux (et apparemment le plus efficace, ce qui n'est pas surprenant) qui ont fait pression pour obtenir une place à un écrivain mort depuis longtemps et qui n'est guère l'objet d'une admiration universelle⁹ ? Trollope reste un romancier toujours très lu, ce qui est sans doute important : goûter ses récits coulants n'est pas l'apanage d'artistes d'avant-garde ou d'une coterie de critiques raffinés. Il ne serait même pas injuste de dire que ses romans plaisent surtout à ceux qui n'aiment pas trop avoir à réfléchir quand ils lisent. La récente explosion de popularité de Trollope est révélatrice d'un courant plus général de conservatisme culturel qui englobe à la fois une réaction contre les expériences du modernisme et du postmodernisme littéraires et une hostilité contre les critiques littéraires universitaires et les intellectuels en général. La Trollope Society se vante de compter parmi ses membres un nombre important de personnalités de l'*establishment* parmi lesquelles l'ancien rédacteur en chef du *Times*, l'ancien gouverneur de la banque d'Angleterre et

7. Cf. le compte rendu dans l'ouvrage de Robert Gittings, *Hardy : The Later Years* (Londres, 1982).

8. Christminster : nom de collège dans l'un des romans de Thomas Hardy.

9. Le rôle tenu par le Premier ministre lui a été suggéré par le secrétaire de la Trollope Society lors d'un programme de télévision révélateur, mis en scène par Daisy Goodwin, intitulé : « Les trollopiens » et diffusé par la chaîne BBC 2 le 4 octobre 1993.

Stefan Collini
À la recherche
de l'Angleterre

plusieurs ministres de l'actuel gouvernement. Mais, plus encore, le nom de Trollope évoque le monde décrit dans la plus populaire de ses séries de romans – un monde de champs et de petites villes à cathédrale, un monde de presbytères et de manoirs, de chaumières et de places de village engazonnées, un monde paisible à l'évolution lente, un monde doré devenu synonyme du concept d'« Angleterre réelle » et dont tant d'habitants de la Grande-Bretagne contemporaine semblent avoir une nostalgie vague. L'œuvre de Trollope est en fait plus variée. Ses romans traitant de la vie politique présentent souvent des portraits peu flatteurs de politiciens, et peut-être plus particulièrement des *Tories* de son temps. Mais les commémorations du genre de celles que nous discutons ne reposent pas sur une critique de la littérature qui se caractérise par son discernement. Le nom de Trollope se rattache visiblement à une image de l'Angleterre que le gouvernement tory actuel a besoin d'invoquer pour tenter de ressouder des actions politiques qui tendent à renforcer l'individualisme et à distendre les liens sociaux. On parle beaucoup de cette essence de l'« anglitude ». Ainsi John Major qui s'y référa, par exemple, dans un discours d'avril 1993, prononcé le jour de la Saint-Georges, où il exploita les connotations patriotiques de ce jour (très faibles en réalité) pour lancer un hymne à la gloire de ce chromo de parodie : « l'Angleterre réelle » avec sa « bière tiède », « l'ombre qui s'allonge sur le terrain de cricket », etc.¹⁰. Le mémorial de Trollope fut érigé dans l'abbaye de Westminster tout juste quatre semaines avant ce discours et doit être vu comme la même idéalisation d'une Angleterre essentiellement rurale, une Angleterre « de-châtelains-et-de-pasteurs ». Mais cette criante exploitation partisane aurait eu beaucoup moins d'impact si l'habitude de voir dans la littérature anglaise l'expression la plus caractéristique du caractère national n'était déjà une tradition depuis longtemps établie.

L'interprétation whig de la littérature anglaise

L'invocation d'une tradition de la « littérature anglaise » (tradition sélective et changeante), envisagée comme l'incarnation caractéristique de l'identité nationale, a une longue histoire. Cependant, sa phase moderne, comme beaucoup de « traditions » anglaises, remonte à la fin du XIX^e siècle¹¹. On peut, en effet, tracer un parallèle approximatif entre la consolidation de l'interprétation « nationale » de l'*histoire politique* de l'Angleterre à cette époque, et les exposés célébrant les caractéristiques distinctives de la *littérature* anglaise, au point qu'en nous référant à l'« interprétation whig de la littérature anglaise » nous pourrions en tirer quelques éclaircissements. L'analogie que sous-entend la phrase qui précède fait penser à une relation à la littérature nationale à la fois consensuelle et glorificatrice, attributs très évidents à la fin du XIX^e siècle. Mais, au cours du XX^e siècle, cette relation, si elle demeure centrale culturellement, est devenue plus morcelée, plus antagonique et plus troublée, contribuant ainsi à une situation où la critique de la littérature au sens le plus large est reconnue comme le langage principal de la critique culturelle en Grande-Bretagne au milieu du XX^e siècle. (Peut-être s'agit-il là du sous-entendu implicite d'une observation courante, généralement exprimée sous forme de doléances, selon laquelle les valeurs politiques et morales élaborées sous une forme plus explicitement théorique dans d'autres pays européens l'ont été au XX^e siècle, en Grande-Bretagne, par le biais de la discussion sur la littérature.)

10. Le *Times* du 25 avril 1993 a reproduit ce discours.

11. Dans ce qui suit je me réfère à la discussion du dernier chapitre 1 de mon livre : *Public Moralists : Political Thought and Intellectual Life in Britain, 1850-1930* (Oxford, 1991).

Ainsi l'étude universitaire de l'« anglais », partie d'une activité culturelle plus vaste, s'est retrouvée chargée, dès le départ, d'une signification intellectuelle et même morale exceptionnelle, ce que démontre en partie la violence de tant de débats de la critique prétendument littéraire. En particulier, soutenir, retravailler ou mettre en cause le « canon » fondamental de la littérature anglaise est devenu un mode de légitimation privilégié des politiques culturelles du milieu et de la fin du xx^e siècle, en même temps qu'une source de rancœur apparemment inextinguible pour ceux dont la tâche était la réforme des programmes. Je soupçonne qu'une dimension importante pour notre compréhension de ces disputes va nous échapper si nous ne voyons pas que nous assistons à rien moins que l'effondrement de l'interprétation whig de la littérature anglaise. La canonisation récente de Trollope est une tentative très locale et, il va de soi, plutôt préméditée pour renverser cette tendance.

Au cours de la seconde moitié du xix^e siècle, célébrer des qualités prétendument propres à la tradition de la « littérature anglaise » devint l'une des expressions symboliques cruciales de la « communauté supposée » (*imagined community*) du peuple anglais. La démarche s'appuyait sur le sentiment que la généralisation de l'enseignement augmenterait l'alphabetisation de la population, ce qui créerait un nouveau et vaste lectorat à initier aux gloires de la littérature nationale. Durant cette période, on a voulu donner au canon de la littérature anglaise une forme durable et une diffusion large, et une des méthodes les plus évidentes utilisées à cet effet a été de publier des livres « de base » (*primer*) de niveaux variés à l'usage des étudiants. Donnons-en un exemple. L'ouvrage *A Primer of English Literature* publié par Stopford Brooke s'est vendu à 25 000 exemplaires au cours des dix premiers mois et son chiffre de vente avait, en 1916, atteint près du demi-million. Le marché était tout autant avide de sélections approuvées de textes en langue vernaculaire. Ainsi, dans la seconde moitié du xx^e siècle, la vente d'anthologies de la poésie anglaise se développa et accrut l'influence de ce que j'appelle « l'interprétation whig de la littérature anglaise ». L'exemple peut-être le plus notoire – en tout cas le plus influent – est le livre de Palgrave, *Golden Treasury*. L'auteur tentait explicitement de créer « une anthologie véritablement nationale » ; l'ouvrage connut d'innombrables rééditions à partir de sa parution en 1861.

Cette démarche visant à créer et populariser un « canon » de la littérature anglaise est manifeste dans les termes particulièrement révélateurs d'une collection lancée en 1877 par Macmillan sous la direction générale de John Morley et qui porte le titre : *English Men of Letters*. Cette collection avait tous les caractères d'un monument national soigneusement conçu : liste des hommes de lettres complète, sans sectarisme et telle qu'on pouvait la prévoir. Il ne s'y impose aucune idée restreinte de ce que les lettres anglaises ont accompli ; il y avait bien quelques critères de sélection cachés, par exemple un préjugé (compréhensible, à la mi-temps de l'époque victorienne) en faveur des poètes romantiques et de leurs principaux prédécesseurs du xviii^e siècle. Sur les trente-neuf volumes publiés dans la première série, dix-huit étaient consacrés aux poètes, sept aux romanciers et quatorze à d'autres prosateurs. Si on établit un classement par siècle, on constate un biais certain en faveur des écrivains plus récents, et ce, sans nul doute, en partie pour des raisons commerciales : on décompte ainsi un auteur pour le xiv^e siècle, deux pour le xvi^e, cinq pour le xvii^e seize pour le xviii^e, et quinze pour les trois premiers quarts du xix^e. Dans les vingt-six volumes de la deuxième série, publiés dans les premières années du xx^e siècle, on trouve dix poètes (ou poètes-auteurs de théâtre comme Shakespeare), six romanciers et dix autres prosateurs. Quinze d'entre eux vécurent au xix^e siècle, les grands écrivains de l'époque victorienne ayant dépassé à temps pour être mis dans ce mausolée national. On peut constater d'une autre manière qu'aucune contrainte n'a joué sur le choix sans exclu-

Stefan Collini
À la recherche
de l'Angleterre

sive des auteurs retenus. La première série des trente-neuf « hommes de lettres *anglais* » comptait cinq Écossais, quatre Irlandais et un Américain et la deuxième série de vingt-six « *hommes de lettres* », quatre femmes. Au cours des deux décennies suivantes, ces séries virent naître quantité d'imitateurs. On établit ainsi des généalogies de réussites anglaises, parmi lesquelles *English Worthies*, de Longman, *Great Writers* de Scott. Et cette activité se poursuivit jusque dans les années 1900 avec *Literary Lives* de Hodder et quelques autres ouvrages. La place occupée par ces entreprises dans le cadre d'une conscience de soi nationale, mal à l'aise et plus large que je décris, peut être jaugée à l'aune de la plus populaire de ces collections à bon marché – la série *National Library* éditée par Cassell sous la direction d'Henry Morley. Selon son biographe, Morley en eut l'idée à la lecture d'un « article du *Daily News* de l'été 1885 faisant remarquer que nous n'avons rien en Angleterre qui corresponde aux collections à trois *pennies* de l'Allemagne¹² ».

Caractériser les réussites de la littérature anglaise dans les compilations de ce genre, ce pourrait être redites et clichés. Mais les clichés peuvent être révélateurs de ce qu'une culture donnée tient pour acquis. Partant de là, on trouve dans l'interprétation whig de la littérature anglaise certains éléments récurrents. On y voit affirmer l'existence d'un génie inné pour l'individualisme et la sincérité. Ici encore, le contraste avec le cas de la France fait partie de l'autodéfinition. On y relie le penchant des Français pour la dialectique politique entre despotisme et révolution aux traits d'artifice formel et de moralité douteuse de leur littérature – en fait à toutes les qualités auxquelles on peut se référer de manière ambiguë quand on parle du « vernis français ». Évidemment, ces efforts pour définir le caractère national de la littérature ont de fortes chances de tourner en rond : seuls les auteurs qui manifestent les qualités supposées sont reconnus comme authentiquement anglais, et rentrent dans une catégorie dont la définition repose sur des exemples choisis dans les œuvres de ces mêmes auteurs¹³. De ce point de vue, il a toujours été plus facile de trouver les qualités requises chez, disons, Johnson et Wordsworth, que chez Dryden et Pope, mais, en général, on peut avec un peu d'ingéniosité détecter « sentiments justes » et « indépendance d'esprit » chez tout candidat un peu sérieux à la reconnaissance.

Quelles voies la promotion d'une certaine conception du caractère spécifique de la littérature anglaise a-t-elle empruntées pour renforcer l'idée, très caressée par la suite, que les Anglais seraient inaptes à développer une pensée abstraite systématique ? Voilà qui est moins évident. En se glorifiant du talent particulier à la littérature nationale pour exprimer la richesse et la diversité de la vie et des sentiments (talent symbolisé non seulement par la promotion, essentiellement due aux romantiques, de Shakespeare au-dessus de Racine, mais aussi par les acclamations qui ont accueilli plus récemment les succès britanniques dans le roman), on en arrive à s'autoféliciter de ce qu'une telle fidélité aux aspects complexes et concrets de la vie soit irréductible aux catégories abstraites d'un système. En retour, cette attitude renforce la prétention toujours plus affirmée que l'individualisme anglais et son admirable respect pour l'excentricité ont fourni un terreau particulièrement favorable à la propagation de la liberté politique. Cette constellation de préjugés a évidemment persisté bien avant dans le xx^e siècle, peut-être même, dans certains endroits, jusqu'à aujourd'hui. Par exemple,

12. H. S. Solly, *The Life of Henry Morley LL.D* (Londres, 1898), pp. 356-357 ; cité dans l'ouvrage de Jo McMurty, *English Language, English Literature : The Creation of an Academic Discipline* (Hamden, Conn., 1985), p. 61.

13. On trouvera des remarques intéressantes sur ce problème, appliquées à la littérature américaine dans l'ouvrage de Russel Reising, *The Unusable Past : The Theory and Study of American Literature* (Londres, 1986), chap. 1.

au milieu de ce siècle, lorsque Ernest Barker tenta de résumer le caractère national, il réitéra l'affirmation que si la philosophie « est restée hors d'atteinte du génie de ce pays » (ou, ailleurs, dans une métaphore équestre et cynégétique spontanée et caractéristique : « l'esprit anglais a fait un faux pas et "a dérobé" devant l'obstacle de la philosophie »), cette carence a été plus qu'équilibrée par les gloires de la poésie anglaise. « Il existe des compensations en toutes choses ; on peut dire que le génie qui a refusé à l'Angleterre une grande œuvre philosophique en prose a racheté cette injustice en lui octroyant un autre don, plus grand encore¹⁴. »

Un des traits de l'interprétation whig de l'histoire politique anglaise est d'insister sur l'existence d'une continuité ininterrompue. Il est remarquable de voir avec quelle force on réaffirme cette continuité dans le cas du passé littéraire de la nation. (Qu'on éprouve le besoin d'insister à ce point indique évidemment que la « tradition » est en train de se fondre dans la « mémoire ».) Ressentir de la piété envers l'antique et éprouver le plaisir pur de pouvoir établir des connexions avec des siècles depuis longtemps passés jouent sans doute un rôle. Mais sentir la continuité est la condition première pour définir l'identité et, donc, pour légitimer la fierté des hauts faits d'autrefois. On voit dans cette période abonder sans retenue des déclarations essentialistes sur la constance de l'esprit qui habite l'écrit « anglais ». W. W. Skeat, éminent spécialiste des textes, en fournit une illustration représentative : il exhorte à ouvrir les yeux des écoliers anglais sur « l'unité de la langue anglaise, sur le fait qu'il y a une succession ininterrompue d'auteurs, depuis le règne d'Alfred jusqu'à celui de Victoria, et que la langue que nous parlons aujourd'hui est absolument une dans son essence, depuis le langage parlé aux jours où les Anglais envahirent l'île pour la première fois, défirent et submergèrent les habitants de la Bretagne¹⁵ ».

De même, s'il faut préférer le terme *Old English* à celui d'« Anglo-Saxon », c'est précisément qu'« il fait ressortir la continuité de notre discours¹⁶ ». Les affirmations célébrant « la véritable continuité spirituelle » de la littérature anglaise et « sa ligne ininterrompue de développement » se sont poursuivies sous des formes variées jusque dans la première moitié du xx^e siècle ; mais aujourd'hui, on les accompagne souvent d'un sentiment plus pessimiste : « des forces destructrices menacent de briser notre tradition littéraire¹⁷ ».

Une autre propriété importante de ce type de récit relève généralement de l'interprétation whig : il peut traiter du passé approprié aux valeurs d'aujourd'hui en termes pertinents. C'est ainsi que la caractérisation de l'esprit formateur de la littérature nationale a fait l'objet d'ajustements continus, l'adaptant à l'échelle de valeurs morales du moment. Il n'est pas surprenant qu'à la fin du xix^e siècle on ait prétendu que la littérature anglaise affichait justement les qualités dont le public débattait le plus à cette époque : force de caractère, virilité, sens du devoir et altruisme. Le fait que le paragraphe suivant soit extrait du livre très populaire de Henry Morley, *A First Sketch of English Literature* publié en 1873, ne le rend que plus représentatif : « La littérature de notre pays a comme

14. Ernest Barker (éd.), *The Character of England* (Londres, 1947), p. 572. Remarquer le « plus grand ». Au moins la nation est-elle toujours culturellement au sommet.

15. W. W. Skeat, *Questions for Examination in English Literature : with an Introduction on the Study of English* (Cambridge, 1873), p. xii ; cité dans le livre de Tony Crowley, *The Politics of Discourse : the Standard Language Question in British Cultural Debate* (Londres, 1989), p. 48.

16. Thomas Lounsbury, *A History of the English Language* (New York, 2^e éd., 1894), p. v ; cité par Crowley dans *Politics of Discourse*, p. 48.

17. Citations extraites des ouvrages de Bryan Doyle, *English and Englishness* (Londres, 1989), p. 83, et de Crowley, *Politics of Discourse*, p. 251.

Stefan Collini
À la recherche
de l'Angleterre

signe le plus distinctif de posséder un sens religieux du devoir. Elle décrit un peuple au cours de ses générations successives, luttant pour trouver ce qui est juste et l'accomplir, pour extirper le mal et pour aller toujours de l'avant pour l'amour de Dieu. Si telle est réellement la force spirituelle de son peuple, la montrer est du même coup raconter comment l'Angleterre a gagné, et dire que c'est par ce seul moyen qu'elle peut espérer garder sa place éminente parmi les nations¹⁸. »

Dans ce passage s'élève comme une incantation de piété tribale. Ce sentiment est très répandu : ici on en a seulement monté le son d'un cran, sans doute pour justifier le coup de cymbales nationalistes des deux dernières phrases. D'autres auteurs de manuels ont remplacé par « force de caractère », ou « indépendance virile » ou tout autre terme équivalent, le « sentiment du devoir » cher à Morley, mais ils ont manifesté autant de conviction que celui-ci, en affirmant que l'histoire de la littérature anglaise justifiait, plutôt qu'elle n'invitait à discuter, les idéaux dominants de leur propre époque.

C'est presque un truisme de remarquer que cette relation au passé littéraire national, confiante et, à beaucoup d'égards, autosatisfaite s'est trouvée, au cours du xx^e siècle, de plus en plus fortement mise en cause. Des personnages aussi différents que T. S. Eliot, F. R. Leavis, George Orwell et Raymond Williams ont chacun tenté de se fabriquer à leur goût un lignage littéraire propre. Il est évident que, dans chacun de ces cas, le réarrangement de l'histoire de la littérature anglaise a pris un caractère de révolte et d'opposition, précisément parce que ces critiques étaient persuadés que les tendances dominantes de la culture contemporaine représentaient la trahison d'une Angleterre plus ancienne. Il est notoire que cette assurance de posséder l'histoire, de dominer les siècles en s'y adaptant avec succès, ce sentiment constitutif d'un exposé typiquement whig sont absents de leurs écrits.

*

Élargissons cette dernière observation et allons plus loin. Nous pouvons aussi examiner cet appesantissement attendri sur l'« incomparable » (et non renouvelable) héritage littéraire, et le voir comme une modulation de la nostalgie envahissante que beaucoup d'observateurs ont repérée dans la culture anglaise depuis 1918¹⁹. La tendance à affronter une perte par le recours à l'élégie est, certes, profondément mêlée à l'immense présence culturelle de ce corps d'écrits et d'écrits sur l'écrit qu'on appelle « littérature anglaise » avec ses formes variées et récurrentes de pastorales, un genre qui fait appel à la nostalgie. La « nostalgie » nous dit l'*O.E.D. (Oxford English Dictionary)* est « une forme de mélancolie causée par l'éloignement prolongé de la maison ou du pays ». Il est certain que cette « Angleterre de l'âme » qui, dans plusieurs de ses formes contemporaines, puise tellement dans les images de la « littérature nationale », est bâtie de telle sorte qu'on ne peut en être qu'absent²⁰. Ce que la nostalgie désire ardemment retrouver, dans les pastorales nationales anglaises, c'est une époque où les relations à l'Angleterre n'étaient pas matière à nostalgie. En nous souvenant de la défi-

18. Ce passage est cité par John H. Fisher, dans « Nationalism and the study of literature », *American Scholar*, 49 (1979-1980), p. 107, qui le date à tort de 1897, c'est-à-dire trois ans après la mort de Morley.

19. Cf. Geoffroy Hill, qui trouve « à l'air de ce pays une nuance élégiaque, depuis la fin de la Grande Guerre » cité par David Gervais dans un article très pénétrant « "Something Gone" : "England" in modern English Writing », *English*, 158 (1988), p. 115.

20. Cf. Seamus Heaney, *Englands of the Mind*, republié dans *Preoccupations* (Londres, 1980), pp. 150-169.

dition de l'*O.E.D.*, il nous faudrait peut-être aussi nous rappeler que, dans le même article, nous apprenons que le mot, à son origine, était du domaine de ce qu'on appelait « pathologie mentale ».

En prenant un ton plus mélancolique (peut-être même élégiaque), on pourrait dire que la principale manifestation de la sensibilité croissante aux questions du nationalisme culturel anglais dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui est, hélas, l'afflux de publications par des historiens universitaires et des critiques littéraires où ceux-ci découvrent avec un mélange de mépris et d'envie quelques-unes des voies par lesquelles nos ancêtres moins timides faisaient découler *leur* identité de *leurs* relations bien moins compliquées à *leur* passé tel qu'ils le choisissaient. Tout de même, il pourrait bien y avoir ici encore un élément de continuité non admis, car les séductions de la nostalgie ne sont pas tout à fait absentes de ces réflexions sur un lignage au deuxième degré. En d'autres termes, l'étude universitaire de l'« anglitude » peut, dans certains cas, être un moyen supplémentaire pour perpétuer cette immersion fervente dans ce passé anglais prétendument incomparable qu'ouvertement on prétend critiquer. (Il n'est peut-être pas trop impertinent de se demander si tous les collaborateurs aux volumes de Nora sont à l'abri de cette critique.) Mais cette remarque sceptique n'infirme pas la conclusion suivante : nous devons tout simplement considérer les formes d'autodéfinition discutées dans cet article comme partie d'un monde que nous avons perdu. Il n'y a pas si longtemps que « notre » ministre de l'Éducation a choisi de promouvoir sa propre version triomphaliste de l'histoire « anglaise » (essentiellement militaire) en publiant une anthologie de poésie²¹. En dehors de toute autre signification, cette publication nous fait à tout le moins penser que le mouvement, voire le besoin qui pousse à aborder les problèmes d'identité nationale par le biais de l'histoire littéraire ont de fortes chances de durer quelque temps encore. Après tout, en lisant ce passage de Trollope dans l'abbaye de Westminster, John Major faisait plus que rendre hommage à un auteur à succès. Il se servait de « l'interprétation whig de la littérature anglaise » pour proposer une conception tory de l'Angleterre et de l'« anglitude ».

Stefa Collini.

Traduit de l'anglais par Rose Saint-James.

21. Kenneth Baker (éd.), *The Faber Book of English History in Verse* (Londres, 1988).

Willem Frijhoff

Dieu et Orange, l'eau et les digues

La mémoire de la nation néerlandaise

avant l'État

Dans une interview donnée au journal *Le Monde* du 5 février 1993, Pierre Nora indique parfaitement la perspective dans laquelle toute recherche comparée sur les lieux de mémoire doit se placer. Parlant des trois derniers volumes de l'entreprise collective, il souligne qu'il « ne s'agit pas du tout dans ces *France* d'une encyclopédie, d'un répertoire des "lieux de mémoire" qui seraient infinis, mais d'une organisation significative de la symbolique française. C'est l'immatériel de la notion qui assure sa fécondité ». Pour n'importe quel pays du monde il serait facile, en effet, d'empiler pêle-mêle quantité d'objets ou de valeurs, de textes ou d'images, de situations ou d'événements qui constituent autant de structures de rappel pour l'identité de groupes petits ou grands, voire pour la nation entière. Pris isolément, ces « lieux de mémoire » amusent, éclairent parfois, mais ne conduisent pas à une meilleure compréhension du mécanisme de la mémoire nationale. Il faut, pour cela, interroger l'organisation symbolique de l'ensemble de cette mémoire.

À cet égard, la France a la part belle. Comme en témoignent à profusion les contributions réunies dans les sept volumes dirigés par Pierre Nora, la nation y plonge dans un passé lointain ; en tant que nation précisément, elle a pu s'appuyer sur la charpente d'un État. Pour une comparaison, les Pays-Bas peuvent constituer un excellent observatoire : le sentiment national y serait, de l'aveu des historiens les plus avisés, une invention récente, qui ne remonterait guère au-delà du XVIII^e siècle. Quant à l'État, il est, au sens propre, une invention révolutionnaire, car la fédération de provinces jalousement autonomes (elles-mêmes parfois déchirées entre les intérêts des districts et des cités-États) qui existait avant 1795 ne mérite pas vraiment ce titre ronflant. D'ailleurs, lorsqu'on parle de la République des Provinces-Unies, il est bien rare qu'on traite d'autre chose que de la seule province de Hollande. Tout au plus s'agit-il de quelque ville isolée à la périphérie de cette province, comme Utrecht, Groningue ou Middelbourg. Les étrangers ne s'y sont pas trompés, qui continuent depuis bientôt quatre siècles de désigner par « Hollandais » tous les Néerlandais sans exception. Un beau lieu de mémoire que ce nom à lui seul !

Willem Frijhoff est professeur à l'université Érasme de Rotterdam. Il est notamment l'auteur, en français, de *École et société dans la France d'Ancien Régime* (avec Dominique Julia), Armand Colin, 1975, et de *Prophètes et sorciers dans les Pays-Bas aux XVII^e et XVIII^e siècles* (avec Sylvie Dupont-Bouchat et Robert Muchembled), Hachette, 1978. Il a récemment publié, avec Pim den Boer, *Lieux de mémoire et identités nationales*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 1993.

Cet article est paru en janvier-février 1994, dans le n° 78 du Débat (pp. 20 à 30)

Existe-t-il donc des lieux de mémoire pour l'identité nationale aux Pays-Bas ? Et si oui, comment s'articulent-ils avec l'entreprise française ? En fait, les historiens néerlandais ont depuis quelque temps commencé à défricher ce champ. Un colloque franco-néerlandais s'est tenu à l'Institut néerlandais de Paris en mai 1992, dont les actes viennent d'être publiés¹. Parallèlement, un grand quotidien (le *NRC-Handelsblad*) a publié une série d'articles sur le sujet. D'autres travaux sont en préparation. Je prends donc deux exemples ici qui s'inscrivent dans la longue durée de la mémoire et qui ont l'avantage de référer à des aspects bien connus de la société néerlandaise d'aujourd'hui.

Dieu et Orange

Commençons par une évidence. Astérix n'a jamais trouvé son équivalent hollandais. Ce n'est pourtant pas faute d'ancêtres ou de sangliers. Une superbe rangée de dolmens dans l'est du pays aurait même donné du fil à retordre à plus d'un Obélix. D'ailleurs, dès avant le ^{xvi}^e siècle, la révolte des Bataves, Kaninefats et Frisons sous la conduite de Julius (improprement dit Claudius) Civilis contre les Romains, en 69-70 de notre ère, devint un des mythes fondateurs de la liberté batave, inspirant une longue tradition littéraire et picturale. D'Érasme et Grotius aux patriotes démocratiques de 1787, en passant par la « conspiration de Claudius Civilis », commandée à Rembrandt pour l'hôtel de ville d'Amsterdam, et jusqu'à la fondation de la République batave en 1795, les ancêtres germaniques ont alimenté l'imaginaire des Pays-Bas et constitué un lieu de mémoire au sens fort du terme. Dès la fondation de la monarchie au début du ^{xix}^e siècle, cependant, le mythe batave – mythe séculier et œcuménique – a fait long feu. Il devait être remplacé, au cours du ^{xix}^e, par un nouveau mythe fondateur : celui de la guerre de Quatre-vingts Ans (1568-1648) et du Siècle d'Or (le ^{xvii}^e), créateurs d'un État protestant et prospère.

D'emblée, l'ordre de ces deux adjectifs créa une nouvelle division dans la mémoire nationale. Fallait-il lire : prospère parce que protestant ? Ou plutôt : prospère et néanmoins protestant ? En gros, deux interprétations se sont affrontées. La guerre conduite pour la liberté – disaient en substance les libéraux – avait engendré une nation tolérante où le protestantisme démocratisant faisait surtout figure de rempart contre l'absolutisme espagnol et pontifical, le calvinisme rigoriste étant par ailleurs autant abhorré par les plus sages des insurgés que le catholicisme façon « jésuites ». Ils avaient été rejoints sur ce point par les cadres catholiques passés à une semi-clandestinité : eux aussi voyaient dans l'offensive jésuite, dirigée de l'étranger (Rome), un des plus grands dangers pour l'identité nationale, cette fois comprise comme identité catholique. C'est là une des sources principales du schisme d'Utrecht de 1723, qui scinda la communauté catholique en deux.

Face à l'idéologie libérale, la relecture calviniste de l'histoire nationale affirmait, en revanche, que la guerre de Quatre-vingts Ans avait été conduite principalement pour libérer le pays de la dictature hispano-papiste. Dans ce mélange, les Espagnols étaient autant rejetés pour leur catholicisme intolérant que les papes (montrés du doigt comme l'Antéchrist) pour leurs prétentions temporelles. Il importe ici de rester attentif à la chronologie. Dans la lancée du boom économique du complexe Hollande-Zélande, commencé dès la période catholique, la chute d'Anvers (1585) fit fuir entrepre-

1. Pim den Boer et Willem Frijhoff (éd.), *Lieux de mémoire et identités nationales*, op. cit. J'ai renoncé à donner dans cet article des références à la bibliographie en langue néerlandaise. Le lecteur intéressé en trouvera une ample moisson dans le volume cité.

Willem Frijhoff
 Dieu et Orange,
 l'eau et les digues

neurs et capitaux (et pas uniquement ceux des protestants) vers les provinces septentrionales. Dès la première décennie du XVII^e siècle, la Hollande se profilait comme le nouveau centre économique de l'Europe du Nord-Ouest : les gens affluaient, la prospérité était partout, la compagnie des Indes orientales faisait des profits fabuleux. La tentation est grande d'établir des liens de cause à effet entre le changement de religion dominante et la nouvelle prospérité. On ne s'en est pas privé dans le passé, et l'image dominante de la Hollande à l'étranger est bien celle d'une nation prospère grâce à son éthique protestante – véritable sous-produit des thèses wébériennes, ressassées à loisir dans les manuels, les chroniques, les romans et jusque dans les livres pour enfants.

Mais trois faits méritent attention. D'une part, jusque loin dans le XVII^e siècle, les plus grandes fortunes d'Amsterdam n'étaient pas protestantes mais catholiques. D'autre part, il est difficile de trouver une famille de renom, dans la première moitié du XVII^e dont tous les membres fussent de la même religion ; catholiques, mennonites et réformés des différentes tendances s'y côtoyaient le plus souvent jusqu'à ce que, la paix revenue (1648), le pays trouve sa vitesse de croisière et que la normalisation amenât la victoire des réformés. Enfin, la Hollande déjà prospère de 1600 était entourée d'un chapelet de régions où la guerre continua de faire rage jusque dans le deuxième quart du XVII^e siècle. Les provinces orientales étaient appauvries par les contributions de guerre que les deux partis, sur ce point connivents, levaient sans vergogne. Après la trêve de 1609-1621, la guerre reprit de plus belle et si la victoire finale des Hollandais nous semble inscrite dans la logique de l'histoire, il en allait tout autrement pour les contemporains. Le siège de Berg-op-Zoom (1622) faisait trembler le pays, la peur des conspirations vraies ou prétendues témoignait de l'incertitude foncière, la reprise de Breda par les Espagnols (1625) semblait annoncer leur retour de fortune, et ce n'est qu'après la prise de Bois-le-Duc par les troupes du stathouder (1629) que l'on put respirer plus tranquillement. Mais, en 1629 encore, les Espagnols traversèrent le pays pour prendre Amersfoort, aux portes d'Amsterdam.

Dans ces conditions, le calvinisme a effectivement pu se profiler comme la bouée de sauvetage nationale devant l'ennemi catholique, donc « autre ». Et la détresse de la guerre, durement ressentie, amena les ministres protestants, les auteurs de chansons et les écrivains spirituels à accentuer le parallélisme entre l'ancienne Israël, qui sous l'égide de Dieu lui-même avait su échapper au joug d'Égypte et à la domination du Pharaon, et la Hollande. Tout comme jadis Israël, la Hollande était persécutée par un roi ennemi, infidèle et cruel ; elle avait traversé le désert de la guerre ou de la trêve et elle avait été élue par Dieu. Les communautés locales furent désignées par des métaphores bibliques : Sion, Jérusalem, Jéricho. La richesse matérielle qu'entre-temps le pays accumulait était le signe même de la bénédiction de Dieu. C'est bien le peuple tout entier qui partageait cette élection divine, comme le rappelait la doctrine calviniste. En contrepartie, c'est le peuple tout entier qui, pour ses péchés, fut frappé de peste, de famine, d'inondation ou de guerre. Le thème de l'« Israël néerlandais » ou de la « seconde Canaan » devint très rapidement le leitmotiv des relations entre l'Église réformée et l'État. L'Église dominante y empruntait ses prétentions à régenter la société civile.

En même temps, cette idéologie remettait en mémoire d'autres caractéristiques d'Israël. À l'aide de ce lieu de mémoire qu'était l'Israël biblique, les calvinistes se façonnaient un idéal politique qui était aux antipodes de la société éclatée, tolérante et républicaine qui avait assuré la prospérité de la République. La nouvelle Israël devait être un État centralisé, démocratique et monarchique. Dès la fin du XVI^e siècle, Guillaume le Taciturne est désigné comme le nouveau Moïse qui conduit son peuple vers la Terre promise. La métaphore est amplifiée sous ses successeurs, les stathouder de

Rédaction : Marcel Gauchet

Conseiller : Krzysztof Pomian

Réalisation, Secrétariat : Marie-Christine Régnier
Conception artistique : Jeanine Fricker

Éditions Gallimard : 5, rue Sébastien-Bottin, 75328 Paris Cedex 07.

La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés.
Les manuscrits non publiés ne sont pas rendus.

Dépôt légal : février 1994.
Commission paritaire : 63119.
Le Directeur-gérant : Pierre Nora.

Les métamorphoses du contemporain dans **le débat**

Numéro **44** **Orsay**
Vers un autre XIX^e siècle

Numéro **50** **Notre histoire**
Matériaux pour servir à l'histoire intellectuelle de la France, 1953-1987

Numéro **57** **89 : la commémoration**

Numéro **65** **Au-delà du paysage moderne**
Autour du patrimoine

Numéro **70** **Culture et politique**